

La Tunisie face à sa mémoire fragmentée

Les auditions des victimes de la dictature déclenchent une douloureuse introspection collective

ANALYSE

TUNIS - correspondant

Il est toujours vivant, ce chien ? Cette phrase, Sami Braham l'a clairement entendue alors qu'on venait de lui verser une bouteille d'éther sur les parties génitales. Il a cru qu'il en mourrait et, pourtant, il a encore eu la force d'entendre son bourreau s'étonner de sa survie. Tortures, viols, humiliations : Sami Braham a vécu l'« enfer » durant les huit années qu'il a passées dans les prisons de l'ex-dictateur Zine El-Abidine Ben Ali au fil des années 1990.

Sami Braham, jeune étudiant de sensibilité islamiste à l'époque de son arrestation, a témoigné aux côtés d'une quinzaine d'ex-prisonniers politiques, jeudi 17 et vendredi 18 novembre, devant l'Instance vérité et dignité (IVD), l'institution phare de la justice transitionnelle en Tunisie, à Sidi Dhrif, au nord de la capitale. L'événement était une grande première. Près de six ans après la révolution, les victimes des dictatures d'Habib Bourguiba (1956-1987) et de Ben Ali (1987-2011) levaient enfin le voile lors d'audiences publiques sur la part d'ombre de ces pouvoirs autoritaires : arrestations arbitraires, tortures, disparitions, assassinats, persécutions sociales et professionnelles.

Militants de gauche et d'extrême gauche (surtout dans les années 1960 et 1970), syndicalis-

La dimension profondément humaine des témoignages a produit « un vrai choc », selon le spécialiste tunisien Larbi Chouikha

tes puis islamistes (à partir des années 1980) ont vu leur carrière ou leur vie brisées par une répression d'une redoutable efficacité. Cette histoire-là reste à écrire. Le

chantier est âpre, car il ternit l'image que la Tunisie a d'elle-même. Il interroge une mémoire nationale fragmentée.

Car là est l'enjeu de ces deux soirées d'auditions où une Tunisie oubliée s'est adressée à une Tunisie qui préférerait regarder ailleurs. La retransmission en direct des auditions par quatre chaînes de télévision a autorisé ce moment qualifié par tous d'« historique ». Le contenu des témoignages n'était pas inconnu de ceux qui prenaient la peine de lire les rapports d'organisations des droits de l'homme. Mais là, tout est devenu différent, brutalement. L'aspect cathartique de ces auditions nationalisées par la grâce de la télévision, la dimension profondément humaine et poignante des témoignages, a produit « un vrai choc », selon Larbi Chouikha, professeur à l'Institut de la presse et des sciences de l'information (IPSI).

Et, du coup, les interrogations fusent, pénibles pour cette Tunisie qui s'était imposé une forme de cécité, parce qu'elle s'était accommodée du système. « Ça remue profondément dans les consciences », observe Khayam Turki, le président de Joussour, un cercle de réflexion. Quand Larbi Chouikha, un brin provocateur, a posé la question sur Facebook : « Le savions-nous ? Et si nous le savions, alors pourquoi nous sommes-nous tus ? », le débat s'est embrasé. L'une des réponses résumait : « Nous nous sommes tus par peur, par indifférence, par lâcheté, par égoïsme... parce que nous étions démissionnaires. »

Réconciliation à peine engagée

Ce « nous », c'était l'écrasante majorité des Tunisiens, habitués alors par la peur. Mais c'était aussi cette élite privilégiée, francophone, regardant vers la rive nord de la Méditerranée, peu sensible aux régions intérieures laissées pour compte, fière de son modernisme sécularisé hérité de Bourguiba, et notamment de son statut des femmes au progressisme unique dans le monde musulman. Cette Tunisie-là a « démissionné », car l'implacable autoritarisme de Ben Ali a été supplanté à ses yeux par

un péril plus alarmant encore : la montée de l'islamisme à partir du milieu des années 1980. Même la gauche démocrate ou postmarxiste a été tétanisée, en dehors d'une minorité de dissidents qui l'a chèrement payé.

Alors que l'Algérie voisine s'enfonçait dans la « décennie noire » de la guerre civile, Ben Ali apparaissait alors comme un bouclier face à l'« obscurantisme ». Dans ce contexte, la violente répression qui s'est abattue à partir de 1991 sur les militants du parti islamiste Ennahda – elle touchera 32 000 personnes jusqu'à 2008 – n'a inspiré qu'un silence embarrassé, voire approuvateur. « Quand j'essayais de faire circuler des pétitions dénonçant la répression, se souvient Larbi Chouikha, mes amis et collègues intellectuels s'indignaient : "Tu ne vas pas faire le jeu des islamistes !" » « Il faut reconnaître que nous avons accepté l'inadmissible, car Ben Ali a su imposer l'idée qu'il protégeait la société contre la théocratie islamiste », confie l'écrivaine Emna Belhaj Yahia.

Les deux auditions publiques de l'Instance vérité et dignité ont-elles provoqué le choc salutaire permettant de réconcilier ces deux Tunisies ? La question peut paraître incongrue, car la « réconciliation » a déjà été scellée au niveau politique. Ennahda et Nidaa Tounès, le parti se réclamant d'un « modernisme » sécularisé, cohabitent en effet depuis 2015 au sein

d'un gouvernement de coalition, ce fameux « consensus » à la tunisienne. Mais la réconciliation des deux imaginaires et des deux mémoires est un travail à peine engagé. Et les réactions contrastées aux auditions de Sidi Dhrif montrent la difficulté de la tâche.

« Mauvaise conscience »

La justice transitionnelle n'a pas que des partisans en Tunisie. Elle compte aussi des adversaires résolus qui exploitent sans vergogne les moindres faiblesses du processus, en particulier le fonctionnement parfois controversé de l'Instance vérité et dignité. Parmi les critiques de cette dernière, nombre de voix sont de bonne foi, exprimant un souci

sincère d'améliorer l'efficacité du processus. Mais beaucoup sont inspirées par un « révisionnisme de la révolution », souligne Olfa Lamoum, la directrice du bureau tunisien de l'ONG International Alert. Cette hostilité à l'IVD et à sa

La justice transitionnelle compte des adversaires résolus qui exploitent les faiblesses du processus

présidente, Sihem Bensedrine, procède d'« une mauvaise conscience de l'élite actuelle qui était restée silencieuse sous Ben Ali, quand elle ne l'applaudissait pas », décède un analyste.

C'est que l'élite tunisienne n'a été que marginalement affectée par la révolution. Consensuelle, la transition démocratique en Tunisie a évité le type de chasse aux sorcières – hormis le clan Ben Ali stricto sensu – qui a plongé la Libye voisine dans la guerre civile. Du coup, les anciens réseaux benalistes se sont reconstitués, d'abord silencieusement puis plus bruyamment depuis la victoire électorale de Nidaa Tounès fin 2014. Leur retour a été facilité par les attentes déçues de la révolution en matière sociale et économique et le désir d'ordre face aux attentats djihadistes, notamment après la sanglante année de 2015.

Dans ce climat, « les voix des victimes de Ben Ali ont été confisquées », explique Olfa Lamoum. Ainsi les auditions de Sidi Dhrif marquent-elles leur grand retour dans la conscience collective. « A ceux qui cultivent la nostalgie de Ben Ali, ces auditions sont une grosse piqure de rappel, ajoute M^{me} Lamoum. Elles disent : voilà quelles sont les conséquences de ce type de système. » La mémoire en quête d'apaisement n'est pas qu'une affaire du passé. Elle écrit surtout l'avenir de la Tunisie. ■

FRÉDÉRIC BOBIN